

lants destinés à l'étranger. Mais ces difficultés les deux bonzes syndicaux siègent aux côtés des patrons les plus réactionnaires des Etats-Unis. Malgré les promesses de Roosevelt qui garantit la stabilisation des prix ceux-ci continuent sans cesse. La semaine de 48 h. est rétablie dans les industries de guerre, les 8 h. supplémentaires sont payées au taux normal en violation des accords de 37. Les bonzes syndicaux laissent faire et si en mars 45, ils esquissent quelques vagues menaces, c'est que les mineurs, ouvriers les plus exploités d'Amérique, sont payés moins que ceux de l'industrie de

guerre, ont engagé la lutte depuis Décembre 42. Pour briser le mouvement dans l'oeuf, l'offensive patronale se développe rapidement : le 18 Avril, l'As Nat réactionnaire met en vigueur le loi de la main d'oeuvre, bloque les salaires de 27 millions de travailleurs. Des peines de 1 an de prison, à 1000 dollars d'amende frappent les ouvriers qui quitteraient leur patron. Le 23 Avril, l'Etat du Kansas vote une loi contre les grèves, loi citée en exemple au Sénat ; les syndicats doivent fournir la liste de leurs membres et publier leurs transactions financières. Les pickets de grèves sont interdits.

### LES MINEURS NE VEULENT PLUS PAIERE LES TRAI DE LA GUERRE.

Les mineurs s'opposent au décret, réduisant la semaine de 5 jours, les 35 h, et une augmentation de 50% soit 9 dollars de plus par jour. Ils refusent d'être militarisés et exigent le respect des contrats collectifs. Le 25 Avril, la grève éclate en Pennsylvanie, s'étend rapidement. C'est alors que Lewis se décide à annoncer le 28, la grève générale pour le lendemain. Roosevelt menace de la force armée. "On n'extirpe pas le charbon avec des baïonnettes" répondent les gueules noires, et le 29 Mai à huit c'est la grève générale. 550.000 mineurs, soit 85% ont arrêté le travail. La bourgeoisie fait bloc contre les mineurs. L'aile fasciste du Parti Republicain propose les pleins pouvoirs à Roosevelt pour qu'il mate les grévistes radicalement. La presse et la radio anglo-américaines se déchainent contre Lewis

avis l'accusant de "faire concurrence aux salaires allemands (1)

Lewis qui n'a fait que céder à la pression des mineurs afin de ne pas se couper ceux-ci, conclut un pacte avec le ministre Ickes, une première "trêve" de 15 jours. Mais, Roosevelt triomphant ordonne la reprise immédiate du travail sans attendre le lendemain de la capitulation de Lewis. Le Sénat adopte la loi Omnibus sur celle du Kansas et qui donne à Roosevelt le pouvoir de réquisitionner les mines et militariser les grévistes, instituant des peines de prison et des amendes. Le 5 Mai Ickes introduit la semaine de 6 jours, la 6e journée étant payée au tarif de la supplémentaire. Mais les Compagnies houillères sont autorisées à majorer leurs prix. Walter White déclare que "le droit de grève est respecté"

### LA TACTIQUE DES "TRÊVES" DE LEWIS.

Véritable Jouhaux américain, Lewis joue avec les patrons et Roosevelt une infâme comédie qui nous rappelle que dès 1924, il enfourchait le canasson anti-bolchevik et remplissait l'office de sergent recruteur de Roosevelt pour les élections de 1932. Pris entre la bourgeoisie qui exige la soumission des intérêts : les mineurs aux siens propres, et les mineurs qui sont prêts à s'engager plus avant dans la lutte avec une ténacité extraordinaire, Lewis nage d'un camp à l'autre, soucieux de conserver sa position de dirigeant des mineurs, tout en servant les trusts. Dans cette situation Lewis adopte la méthode des "trêves" qui use la combativité ouvrière, par des débrayages et entraves successifs, servant la manoeuvre patronale et gouvernementale, qui tend à prolonger inefficacement les pourparlers, démoralisent et désarment le mouvement évitant toute cohésion possible avec les autres branches de l'industrie de guerre qui ne demandent qu'à entrer dans la lutte.

La trêve décidée par Lewis est mise à profit par Roosevelt qui tente de briser la résistance ouvrière par des mesures d'intimidation. Le patronat de Pennsylvanie l'imite et inflige 5 dollars d'amende à ses grévistes. Immédiatement rompant la "trêve", 200.000 mineurs reprennent la grève sans

avis de Lewis. Malgré le refus de l'Office du Travail d'augmenter les salaires, Lewis accorde une prolongation de la "trêve" de 10 jours. Les mineurs le désavouent par une grève de méfiance qui s'étend à 7000 grévistes jusqu'au 27, date à laquelle les négociations reprennent cette fois-ci avec les propriétaires eux-mêmes groupés en une seule organisation. Lewis saisit l'occasion pour une 2e prolongation de la "trêve" jusqu'au 31 Mai faisant espérer un accord. Il proclame la trêve avec d'autant plus d'empressement que depuis le 21 Mai, des grèves ont éclaté dans le caoutchouc, dans l'automobile, les roulements à bille, les constructions navales. L'exemple de la combativité farouche des mineurs est communicatif. Roosevelt menace à nouveau de la force armée. Tandis que les dirigeants du CIO donnent le 27 à leurs syndicats locaux et en même temps que Lewis l'ordre de reprendre le travail, menaçant les indisciplinés. Le mouvement qui connaissait un nouveau rebondissement et s'élargissait à d'autres branches d'industrie, se trouve torpillé par le CIO et l'Unica des mineurs, au moment où devant son importance Roosevelt pouvait capituler. C'est ainsi qu'en 45 "il fallait terminer les grèves" et faire le "pouce" au moment où les Comités de grèves pouvaient se transformer en Soviets.